

04/30/2024 15:46:52 [LAG] L'Agefi

Moneta, Sycomore et l'Adam s'attaquent à la gouvernance de Peugeot Invest

Par Bruno de Roulhac

(L'Agefi)

Assemblée générale houleuse en perspective chez le très discret Peugeot Invest, la société d'investissement de la famille Peugeot. Si cette dernière, via les Etablissements Peugeot Frères, détient 80% du capital et 89% des droits de vote, les minoritaires ont aussi droit à la parole. Parmi eux, deux actionnaires de long terme, Moneta AM (4,4%), Sycomore AM (2%) et l'Association pour la défense des actionnaires minoritaires (Adam), qui viennent de se déclarer en concert auprès de l'AMF avec 6,41% du capital et 3,55% des droits de vote, présentent cinq projets de résolutions et quatre points à inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée générale du 24 mai prochain. Sans compter des questions écrites qui pourraient être déposées dans les prochaines semaines.

Pourquoi cette attaque activiste ? Une politique de redistribution et une gouvernance présentant « *un certain nombre de biais en défaveur des actionnaires minoritaires* », selon un courrier adressé par ces minoritaires à Robert Peugeot, président du conseil de Peugeot Invest.

« *La dégradation progressive de la gouvernance de Peugeot Invest et la poursuite de la détérioration de la décote, qui devraient être la priorité de la société nous ont incités à agir maintenant*, confie Grégoire Uettwiller, analyste-gérant chez Moneta AM. *La société doit être gérée dans l'intérêt de tous ses actionnaires et pas que des familiaux.* »

Pour sa part, le conseil d'administration de Peugeot Invest rappelle à L'Agefi sa volonté de maintenir un dialogue « *constant et constructif* » avec ses actionnaires. « *Nous regrettons le choix de rendre public ce courrier alors même qu'une réunion est prévue avec Sycomore ce mardi et que les instances de gouvernances de Peugeot Invest n'ont pas encore pu se réunir, pour statuer sur l'ordre du jour définitif de l'assemblée générale du 24 mai 2024. Celui-ci sera rendu public à l'ensemble des actionnaires d'ici la fin de cette semaine* », précise la holding familiale.

A lire aussi: Wendel augmente ses dividendes malgré un actif net réévalué en baisse

Relèvement du taux de distribution pour réduire la décote

Concrètement que reprochent les deux plus gros des minoritaires à Peugeot Invest ? Primo, la politique de dividende ne permet pas aux minoritaires de profiter de la valorisation de la société, expliquent-ils. Si l'actif net réévalué (ANR) a progressé de 21% l'an dernier atteignant un plus haut de 238,7 euros par action, l'action clôturerait lundi à 111,20 euros, soit une décote de 53%. La hausse annoncée du dividende de 14% à 3,25 euros – soit un rendement de 2,9% – ne compense pas cette décote. Afin d'offrir « *une politique dynamique permettant aux actionnaires fidèles de profiter de la valorisation de la société à mesure qu'elle progresse au fil des années* », Moneta, Sycomore et l'Adam déposent une résolution fixant le dividende à 2,5% de l'ANR 2023, soit 5,97 euros. Ils demandent en outre un taux de distribution de 3% de l'ANR 2024 en 2025, avec, a minima, un maintien du niveau de dividende. « *L'augmentation du dividende est le meilleur moyen de réduire la décote* », explique Colette Neuville, présidente de l'Adam. *D'ailleurs, Wendel l'a très bien compris.* »

A lire aussi: La hausse des rémunérations des dirigeants pour 2024 pourrait crispier nombre d'actionnaires

Introduire la réduction de la décote comme critère de rémunération

Secundo, ces minoritaires fustigent l'absence d'alignement entre les intérêts des dirigeants et ceux des actionnaires. En effet, la rémunération des dirigeants n'est pas affectée par la décote du cours de Bourse que subissent les actionnaires. Ils proposent ainsi une résolution introduisant le cours de Bourse et la réduction de la décote, par rapport à un échantillon de comparables, dans les critères de rémunération des dirigeants. Cette proposition fait aussi l'objet d'un point à l'ordre du jour. En outre, comme président du conseil de Peugeot Invest, Robert Peugeot touche 400.000 euros, auxquels s'ajoutent la rémunération comme membre du conseil pour 133.000 euros et celle comme administrateur de Peugeot 1810, qui porte les participations dans Stellantis et Forvia. *« Ces rémunérations ne devraient pas se cumuler, estime Colette Neuville. Le versement de jetons de présence dans les structures intermédiaires ne nous semble pas justifié. »*

De plus, Moneta, Sycomore et l'Adam constatent que les administrateurs *« sont très peu intéressés à la valeur de l'action »*, n'ayant pour obligation statutaire que de détenir 100 actions, soit environ 20% de la rémunération annuelle d'un administrateur, alors que les bonnes pratiques demandent la détention de l'équivalent d'un an de jetons de présence en actions de la société. Leur résolution propose de modifier les statuts afin d'exiger une détention minimale de 500 actions.

A lire aussi: Peugeot Invest affiche un ANR 2023 record mais terni par l'immobilier

Des redevances au bénéfice des seuls actionnaires familiaux

Tertio, la transparence sur les conflits d'intérêts est jugée *« insuffisante »* par ces actionnaires. En particulier, ils dénoncent *« des charges que la société supporte au bénéfice de l'actionnaire majoritaire – comme la redevance de marque récemment instaurée ou encore les conventions de trésorerie, les loyers, le partage du personnel juridique et financier »*.

Aussi leur résolution demande un vote séparé sur les différentes conventions réglementées, avec un rapport *« plus circonstancié »* des commissaires aux comptes, notamment sur leur intérêt social. La résolution demande aussi plus de détails sur les conventions considérées comme courante, afin de *« permettre aux actionnaires d'approuver, ou non, les comptes et le rapport de gestion en connaissance de cause »*.

En effet, en 2021, la holding FFP avait justifié son changement de nom en Peugeot Invest pour *« améliorer la lisibilité de la société pour toutes ses parties prenantes »*. Les trois filiales de FFP ont aussi été renommées en intégrant « Peugeot » dans leur nouvelle dénomination. L'année suivante, des conventions réglementées ont prévu le paiement de redevances à Etablissements Peugeot Frères pour l'utilisation du patronyme familial. Redevance de 3 % des dividendes perçus par Peugeot Invest (hors Peugeot 1810), plafonnée à 1 million d'euros en mars 2024. Peugeot 1810 verse une redevance annuelle de 1 % des dividendes, plafonnée à 2 millions en mars 2024. *« Lorsque le changement de nom a été proposé, la direction a omis de préciser qu'il s'accompagnerait ces nouvelles redevances, qui ne se justifient pas, poursuit Grégoire Uettwiller. Bolloré et Wendel ne font pas payer leur nom à leurs filiales. Cette évolution, à laquelle se sont ajoutées une forte augmentation des frais de structure (conseils, etc.), nous a conduit à accélérer notre dialogue avec la direction. »*

A lire aussi: L'AMF met la pression sur l'évaluation des conseils d'administration

Absence d'évaluation indépendante du conseil

Enfin, Moneta, Sycomore et l'Adam constatent que le fonctionnement du conseil d'administration *« n'est pas évalué de manière indépendante, ce qui ne permet pas d'identifier les dysfonctionnements en vue d'y remédier en améliorant la gouvernance »*. Aussi, leur résolution demande d'inscrire dans le règlement intérieur la tenue au

moins une fois par an d'une réunion des administrateurs, particulièrement des indépendants, sans les dirigeants et en modifiant la procédure d'évaluation du conseil pour la confier chaque année à des administrateurs indépendants, hors présence du président, et tous les trois ans à un organisme extérieur. Actuellement, l'évaluation triennale est réalisée sous l'autorité du président, contrairement aux recommandations du code Afep-Medef, auquel se réfère pourtant expressément Peugeot Invest.

Parmi les points à l'ordre du jour demandés par ces minoritaires figure une question sur la capacité de la société à créer de la valeur, après notamment les pertes consécutives aux investissements dans Orpea et Signa.

-0- Apr/30/2024 13:46 GMT